

LE SABLIER

VOLUME 25 • NUMÉRO 1 • MAI 2018

VILLES ET CULTURE



LA RENCONTRE

LE RESPECT DU PATRIMOINE CULTUREL ET BÂTI UN FACTEUR D'ACCEPTABILITÉ SOCIALE DE LA DENSIFICATION URBAINE

Par **Andrée-Anne Coll**, Vivre en Ville

PRÉSERVATION DU PATRIMOINE ET DENSIFICATION URBAINE : DES CONSIDÉRATIONS CONCILIAIBLES ?

Face aux réalités économiques, environnementales et sociales actuelles, de plus en plus de municipalités du Québec cherchent à densifier leur territoire bâti plutôt que d'étaler leur urbanisation. Ce faisant, elles optimisent les infrastructures municipales, rentabilisent les investissements dans les services publics, tout en épargnant les terres agricoles et les milieux naturels.

Cette volonté de consolider et d'optimiser les milieux existants reçoit généralement l'appui de la population qui en comprend les motivations. Pourtant, sur le terrain, les projets de densification sont souvent difficiles à mettre en œuvre. Cette difficulté est d'autant plus marquée dans les milieux anciens, valorisés par leur identité culturelle. En effet, la perte de lieux à caractère patrimonial et le manque d'intégration à l'architecture vernaculaire du milieu sont autant d'éléments qui peuvent affecter le sentiment d'appartenance des citoyens et susciter une forte mobilisation.

À Tübingen, en Allemagne, la conception des projets de consolidation prend appui sur les traits culturels distinctifs du tissu ancien.

Crédit : Vivre en Ville



Dans cette perspective, la préservation et la mise en valeur du patrimoine sont rapidement perçues comme des obstacles à la consolidation des milieux établis et les projets de densification peuvent facilement se retrouver dans une impasse. Ainsi, comment faire valoir l'importance du patrimoine tout en favorisant la construction de projets denses dans les collectivités du Québec ?

RECONSTRUIRE LA VILLE SUR ELLE-MÊME : QUELLE PLACE POUR LE PATRIMOINE ?

La construction d'un projet de densification peut paraître contradictoire avec la valorisation d'un milieu patrimonial. Cependant, lorsque ces projets agissent comme supports à la mémoire de la communauté, en respect de la qualité du milieu de vie, ils peuvent en protéger la continuité et en favoriser l'attractivité. Ainsi, pour les milieux anciens en perte de vitesse, un projet de densification peut constituer une opportunité de relance économique. En effet, il pourra, de par sa nature, consolider les activités urbaines en permettant la venue de nouveaux ménages ou bien l'implantation de nouveaux commerces, par exemple.

De même, l'héritage bâti et culturel d'une collectivité est fondamental, puisqu'il donne à un lieu sa personnalité et à une communauté ses points de repère. Un projet de densification qui s'appuie sur les caractéristiques de cet héritage renforce les qualités du milieu et crée un cadre de vie unique. Le respect du patrimoine, la mise en valeur, voire la réinterprétation du patrimoine peuvent donc servir à contrer la banalité du paysage et à éviter la reproduction d'un modèle anonyme déconnecté de son milieu d'insertion¹.

ALLER AU-DELÀ DU MONUMENT HISTORIQUE : L'IMPORTANCE D'UNE VISION D'ENSEMBLE

Autrefois ancré dans des méthodes de conservation traditionnelles plutôt rigides, il existe de plus en plus de manières créatives de mettre en valeur le patrimoine. Il ne s'agit plus de le muséifier et d'en faire un objet figé dans le temps et l'espace, mais plutôt de l'intégrer aux dynamiques urbaines en lui trouvant un nouvel usage ou bien en réinterprétant ses éléments caractéristiques sous une nouvelle forme.

D'ailleurs, il est essentiel de souligner qu'un bâtiment ancien, par exemple, ne possède pas une valeur simplement parce qu'il est ancien ; son caractère historique, son authenticité et son intégrité doivent être considérés, certes, mais ceux-ci doivent être mis en lien avec sa fonction dans le paysage urbain et son rôle comme point d'ancrage de la communauté. Dans cette optique, la perte d'un élément du patrimoine ayant une faible valeur – en raison d'un état de délabrement avancé ou bien de la faible qualité de ses composantes, notamment – peut sembler anodine de prime abord, mais elle peut avoir un effet majeur sur l'identité locale d'une communauté. En ne réduisant pas le lieu au bâtiment et en considérant un projet de redéveloppement à plusieurs échelles, il est plus facile de réfléchir aux moyens d'assurer la pérennité des éléments qui fondent l'identité d'un lieu.

Ainsi, la valorisation du patrimoine peut servir d'assise à une démarche d'acceptabilité sociale dans un milieu de vie établi et habité. Ce processus, qui favorise la participation d'un ensemble de parties prenantes, facilite l'atteinte d'un consensus qui soit à la fois respectueux des objectifs de développement ainsi que de ceux relevant du patrimoine bâti et de l'identité locale.

1. Paradis, David (2015). « Tübingen ou l'ancien réinventé », *Continuité*, no 143, hiver 2015, pp. 33-35.

LE RESPECT DU PATRIMOINE : UN VECTEUR DE L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE

Le patrimoine est un sujet complexe et sensible. C'est pourquoi la construction d'un nouveau projet immobilier dans un secteur d'intérêt peut soulever un grand nombre de préoccupations. Dans ce contexte, la démarche d'acceptabilité sociale peut servir à la fois d'outil de sensibilisation à la valeur patrimoniale du lieu considéré, permettant de vulgariser les enjeux qui y sont associés auprès d'un public de non-initiés. Elle offre aussi l'occasion de faire valoir le lieu comme un territoire habité, fréquenté au quotidien, qui possède une signification particulière pour la communauté. Une discussion ouverte qui intègre l'ensemble des parties prenantes permet de mettre la lumière sur certains éléments sensibles qu'il est difficile de faire ressortir dans un cadre strictement analytique.

À travers le dialogue entre tous les acteurs concernés par un projet, il devient plus facile de se poser collectivement certaines questions afin de s'entendre sur les éléments fondamentaux qu'il est indispensable de conserver et de réfléchir aux moyens qui permettront d'assurer cette conservation, particulièrement dans un contexte où les ressources sont limitées.

Par exemple, si la collectivité souhaite conserver un bâtiment ancien abritant une école, est-elle prête à accepter que celui-ci change de vocation pour accueillir d'autres usages ? Si un projet résidentiel plus dense vient s'installer dans un quartier établi, selon quelles modalités celui-ci viendra-t-il s'implanter pour bien s'intégrer au tissu urbain ? Ou encore, est-ce qu'il pourrait être envisageable, pour protéger et restaurer un ensemble urbain, de l'intégrer à un projet immobilier plus vaste qui assurera sa conservation et le maintien de ses caractéristiques patrimoniales ?

Évidemment, chaque projet s'insère dans un contexte particulier et doit s'inscrire dans une réflexion globale². Toutefois, la démarche d'acceptabilité sociale est, quant à elle, flexible et peut servir de levier au développement urbain en contexte patrimonial.

VERS UNE CONSOLIDATION URBAINE DURABLE

La préservation et la mise en valeur du patrimoine urbain et culturel sont essentielles pour assurer un développement urbain qui se soucie de l'héritage laissé aux générations futures. À ce titre, les projets de densification respectueux de leur milieu d'accueil peuvent renforcer les dynamiques locales et régionales. Pour y parvenir, la démarche d'acceptabilité sociale permet de faciliter l'insertion de nouveaux projets dans un milieu établi et habité, répondant aux besoins de la communauté locale. ♦

2. À ce titre, le guide du ministère de la Culture et des Communications Territoire hérité, habité, légué - L'aménagement culturel du territoire destiné aux municipalités peut être un bon point de départ pour enrichir la réflexion entourant le renouvellement des milieux existants en tenant compte des spécificités locales.